

Châteaurenard décroche le label 'Services Publics +' : une première en PACA



La Maison des Services de Châteaurenard vient de recevoir le label national « Services Publics + » - palier bronze. Une distinction remise fin septembre 2025 par la Direction interministérielle de la transformation publique (DITP), qui salue l'engagement de la commune dans l'écoute, l'accompagnement et la satisfaction des usagers.

C'est une belle réussite pour Châteaurenard. <u>La Maison des Services de la ville</u> devient la première commune de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur et la deuxième en France à décrocher le label « Services Publics + », programme national porté par la DITP. Cette distinction vient récompenser plusieurs mois d'investissement de toute l'équipe municipale dans une démarche d'amélioration continue, centrée sur la qualité de l'accueil, la réactivité et la simplification des démarches administratives.

Des engagements concrets pour les usagers

Répondre plus vite, écouter mieux, accompagner plus efficacement : tels sont les objectifs du programme « Services Publics + ». Le label repose sur huit engagements-clés, parmi lesquels la possibilité d'obtenir une réponse rapide, la facilité à joindre un agent, ou encore la mise à disposition de services accessibles





à tous. À Châteaurenard, ces principes ne sont pas de simples slogans. Ils se traduisent chaque jour dans le fonctionnement de la Maison des Services, où les agents multiplient les initiatives pour rendre les démarches plus simples et plus humaines.



Copyright Ville de Châteaurenard Communication

Une satisfaction clients mesurée

Ainsi, en mai 2025, la Maison Des Services de Châteaurenard a obtenu un taux de satisfaction : de 96% sur les délais de traitement, de 98% sur la facilité à entrer en contact et de 96% sur la simplicité des démarches. Résultat : un taux de satisfaction global de 99% auprès des usagers.

Une étape symbolique, un engagement durable

Pour la municipalité, cette reconnaissance constitue une étape importante, mais surtout le point de départ d'un engagement durable.

«Ce label valorise l'implication de nos équipes et notre volonté de mettre les Châteaurenardais au cœur



de l'action publique», souligne la direction de la Maison des Services. L'objectif : continuer à faire évoluer les pratiques, renforcer la proximité et garantir à chaque usager une expérience fluide, efficace et bienveillante.

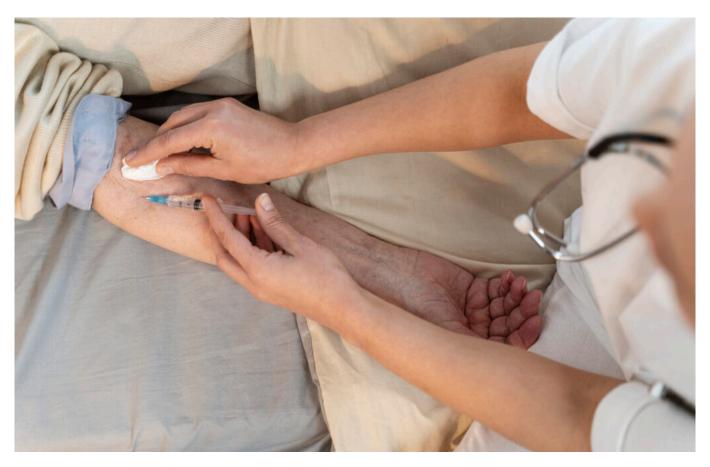
Vers un service public toujours plus proche des citoyens

Avec cette labellisation, Châteaurenard confirme sa place parmi les collectivités pionnières en matière d'innovation publique. Une reconnaissance qui témoigne d'une conviction partagée : le service public de demain sera plus accessible, plus réactif et plus attentif aux besoins des citoyens. Et à Châteaurenard, l'avenir du service public commence déjà aujourd'hui. Mireille Hurlin

Hospitalisation à domicile : Soigner mieux en dépensant moins



Ecrit par le 30 octobre 2025



Alors que le budget 2026 du système de santé est en débat, un modèle discret mais de plus en plus stratégique se distingue : l'Hospitalisation à Domicile (HAD). En Vaucluse comme ailleurs, elle s'impose comme une solution efficace pour conjuguer qualité des soins, humanité dans la prise en charge, et maîtrise des dépenses. Avec une progression constante de son activité, l'HAD redessine en profondeur le paysage hospitalier français.

Et si l'hôpital venait à nous, plutôt que l'inverse ? C'est précisément ce que permet l'Hospitalisation à Domicile (HAD), une forme d'hospitalisation à part entière, souvent méconnue du grand public mais en plein essor. En Vaucluse comme dans toute la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, ce dispositif se développe à un rythme soutenu, prouvant son efficacité aussi bien médicale qu'économique.

Une prise en charge globale

Contrairement aux soins à domicile classiques, l'HAD propose une prise en charge globale, continue et coordonnée, alliant médecins, infirmiers, aides-soignants, kinésithérapeutes, psychologues ou encore assistants sociaux. Elle est prescrite par un professionnel de santé – traitant ou hospitalier – et permet d'assurer, chez le patient, des soins complexes nécessitant un suivi régulier.

HAD, des chiffres en progression constante

En 2024, les chiffres parlent d'eux-mêmes. En Provence-Alpes-Côte d'Azur, 281 structures ont assuré 309



050 séjours d'HAD, soit une progression de 10,8 % par rapport à 2023. En Vaucluse, l'activité atteint 41 435 journées (+1,7 %), avec un taux de recours de 20,1 patients/jour pour 100 000 habitants, en hausse constante. Une dynamique qui reflète un changement de culture : celui du "réflexe HAD". Plutôt que de systématiquement hospitaliser, on cherche désormais à soigner à domicile, dès que cela est possible et sécurisable.

Un modèle efficace et économe

Ce modèle a plusieurs vertus. D'abord, il répond à l'attente des patients, qui préfèrent souvent le confort de leur domicile à l'environnement anxiogène d'un établissement. Ensuite, il allège les services hospitaliers, souvent saturés, en réduisant la durée ou la nécessité des hospitalisations traditionnelles. Enfin, il offre une réponse adaptée au défi de la soutenabilité financière du système de santé : en 2024, le coût moyen d'une journée d'HAD s'élève à 255,6 € pour l'Assurance maladie, bien inférieur à celui d'un lit hospitalier classique.



Copyright Pascal Vila

Un spectre large de soins

Au niveau national, l'HAD a permis de prendre en charge 184 526 patients pour près de 7,7 millions de



journées d'hospitalisation. Un quart de ces prises en charge concernent les soins palliatifs, dont l'augmentation (+9 %) souligne aussi la pertinence de ce modèle pour accompagner avec humanité les derniers instants de vie, à domicile, dans un cadre familier. L'hospitalisation à domicile revêt plusieurs réalité comme la prise en charge ante et post-partum pour les mamans (et futures maman) ; la néonatalogie (pour les bébés prématurés), la pédiatrie, les soins de réadaptation, la post-chirurgie, l'orthopédie, l'onco-réhabilitation (handicap secondaire à un cancer ou à son traitement), la rééducation, la réhabilitation après une chirurgie cardiaque, intervention en Ehpad (Etablissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes), ou auprès de personnes fragiles, prise en charge de patients en chimiothérapie, en soins palliatifs à domicile et prise en charge de la fin de vie.

Un outil du désengorgement des établissement hospitaliers

La baisse de la durée moyenne de séjour (23,3 jours en 2024 contre 24,3 en 2023, soit -4 %) témoigne également d'une plus grande efficacité et d'une meilleure organisation des équipes. À travers toute la région, des professionnels engagés, comme ceux de l'HAD Clara Schumann à Aix, de l'Hadar à Avignon, ou encore des praticiens de l'AP-HM à Marseille, œuvrent au quotidien pour faire vivre ce modèle innovant et humain. Alors que le système de santé cherche à conjuguer rigueur budgétaire et excellence médicale, l'HAD s'impose comme une réponse de terrain, éprouvée, humaine et efficiente.

Source : <u>Rapport d'activité 2024</u> de la FNEHAD (Fédération nationale des établissements d'hospitalisation à domicile).

La délégation Paca

Pierre-François Gasco-Finidori, directeur HAD Clara Schumann à Aix-en-Provence ; Pierre Guilhamat, directeur de l'<u>Hadar</u> (Hospitalisation à domicile Avignon et sa région) à Avignon et Didier Zanini, médecin praticien, AP-HM (Assistance publique-Hôpitaux de Paris) à Marseille.

« L'artisanat, cœur battant de notre territoire », voilà le slogan des Chambres des Métiers qui fêtent leur centenaire



Ecrit par le 30 octobre 2025



Mardi 14 octobre, dans l'amphithéâtre de la <u>Scala Provence</u> à Avignon était organisée la soirée 'De l'Émergence à l'Excellence Artisanale'. En présence du tout Vaucluse de l'économie, Gilbert Marcelli, le Président de la Chambre de <u>Commerce et d'Industrie</u> et nombre d'entreprises, d'organisations professionnelles et d'artisans, mais aussi de formateurs et d'apprentis.

Au départ, en juillet 1925, un député Joseph Courtier lance l'idée de faire entendre la voix des artisans. Et en hommage à ce centenaire de la création des chambres des métiers, est projetée une archive TV en noir et blanc des années 70 où l'ancien ministre du Commerce et de l'Artisanat, René Monory témoigne de la dynamique, la diversité, la proximité et la compétence des professionnels des métiers manuels. Il est vrai que ce secteur rassemble plus de 250 spécialités. On pense aussitôt aux boulangers et bouchers, peintres et plombiers, mais il ne faut pas oublier les armuriers, bottiers, brasseurs, chapeliers, cordonniers, couteliers, gantiers, marbriers, ramoneurs, soudeurs, torréfacteurs ou vitraillistes.

Le rôle des chambres de métiers

Les chambres des métiers sont là pour former les futurs artisans, les aider à créer leur entreprise ou reprendre celle transmise par un ancien, la pérenniser, la promouvoir, défendre ses intérêts, accroître sa visibilité, booster ses ventes, contribuer à son développement et répondre aux défis de demain. Depuis



1937, elles gèrent l'apprentissage, en 1962 elles lancent le « Répertoire des Métiers » dans chaque département et en 1973, la fameuse « Loi Royer » édicte leurs missions économiques auprès des territoires.

L'artisanat dans la Région Sud

Pour entamer la soirée, la présidente de la CMA de Vaucluse, <u>Valérie Coissieux</u> cite Stendhal : « La vocation, c'est le bonheur d'avoir pour métier sa passion. » Et cet engagement viscéral, ces valeurs de travail, de créativité, de qualité, de transmission fait de chaque artisan un ambassadeur du savoir-faire, de l'excellence à la française et garantit des emplois non délocalisables.

Lui succède sur la scène de La Scala, <u>Yannick Mazette</u>, maître-artisan boulanger à L'Isle-sur-la-Sorgue, promu depuis 2021 président de la Chambre Régionale des Métiers et de l'Artisanat. Il insiste sur le poids social et économique des artisans en Provence-Alpes-Côte d'Azur. « C'est le 1er secteur de la Région Sud avec 250 000 entreprises, 400 000 emplois et un chiffre d'affaires de 20Mrds€, soit 1/4 de l'économie locale. »

Les artisans de Vaucluse distingués

Pour représenter et mettre en valeur l'une des plus anciennes entreprises de Vaucluse, Valérie Coissieux appelle <u>Amélie Ricard</u> qui représente la 4e génération de la <u>Maison 1909</u> à Montfavet, spécialisée depuis plus d'un siècle dans la fabrication de rideaux en perles de buis. Elle est la seule en France. Elle innove, avec de nouveaux motifs, des couleurs flashy, de la décoration intérieure et en plus, « elle ne se contente pas, dit-elle avec humour, d'enfiler des perles mais la poussière de bois est utilisée pour fabriquer des briquettes qui servent à chauffer. »

Autres personnalités distinguées : <u>Jean Gallon</u>, 78 ans, artisan d'art gainier, doreur sur cuir, aujourd'hui épaulé par sa fille Virginie qui partage la même passion que lui, et <u>Corinne Mallet</u>, de l'<u>Atelier de Coco</u>, sellier-garnisseur-harnacheur, installée à Sarrians où elle fabrique des selles et montures pour chevaux mais aussi des sièges de voitures et motos de collection, de yachts de prestige et d'avions. Deux photographes étaient à ses côtés pour le titre de maître artisan d'art, <u>Walter Deliperi</u> du Pontet et <u>Frédéric Sicard</u> de Morières-lès-Avignon.

Une vingtaine d'apprentis ont été félicités pour leur CAP, garçons et filles, dans les sections coiffure, maintenance de matériel agricole et d'espaces verts, fleuristes ou esthéticiennes. Coup de chapeau également à <u>Jean-Benoît Truchot</u>, fondateur de <u>Chocolat T</u> en 2014, à bord de son camion HY Citroën avant d'ouvrir sa 1re boutique à Sérignan, une autre à Valréas. Il combine créativité, audace, savoir-faire et plaisir des sens avec des fèves de cacao sélectionnées et des recettes gourmandes, comme les pralines d'amande à la fleur de sel que le public a pu goûter. Il a reçu le titre de maître artisan chocolatier.



Ecrit par le 30 octobre 2025



©CMAR PACA

Autres lauréats qui ont été distingués : Thierry Clota artisan-taxi à Pernes-les-Fontaines, Véronique Dornier, santonnière à Brantes. Séverine Gamba, esthéticienne à Entraigues-sur-la-Sorgue, déjà MOF (Meilleure ouvrière de France) dont le métier « ne se limite pas à arracher des poils », puisqu'elle peut aussi pratiquer des soins du visage, des gommages, modelages, massages, mises en beauté et maquillages. Sylvie Clop, spécialisée dans le rempaillage de sièges à Bédoin (avec du rotin ou de la paille de seigle), Corentin Tavernier, marquetier d'art à Pernes qui a fait ses classes dans la réputée École Boulle, Roselyne Macario qui a une entreprise de menuiserie métallique à Althen-des-Paluds, mais aussi Solange L'Herbier, couturière à Lapalud.



Ecrit par le 30 octobre 2025





Ecrit par le 30 octobre 2025





Ecrit par le 30 octobre 2025





Ecrit par le 30 octobre 2025



Une partie des Vauclusiens distingués. ©CMAR PACA

Transmettre le goût de l'artisanat

Nombre de plombiers, électriciens, maçons et serruriers ont été mis en valeur ainsi que les deux présidents de l'association 'L'outil en main' Jean-Marc Barreau (à Bollène) et Alain Parent (à L'Isle-sur-la-Sorgue) qui accueillent des enfants à partir de 9 ans pour leur montrer à quoi servent les outils, qu'il s'agisse de ceux du mécanicien ou de ceux du tailleur de pierre. Et surtout ces deux retraités dynamiques valorisent le travail manuel, transmettent leur savoir-faire et donnent parfois « l'envie d'avoir envie »... d'être artisan.

Artisans du patrimoine

Enfin, un hommage appuyé a été rendu à trois entrepreneurs vauclusiens qui ont participé au chantier du siècle : la reconstruction de Notre-Dame de Paris. Un pari fou réalisé en 5 ans malgré les contraintes drastiques des Bâtiments de France. Bravo d'abord à <u>Vincent Gounon</u>, menuisier d'art à la tête d'<u>Atelier de la Boiserie</u> de Gargas, labellisé 'Entreprise du Patrimoine Vivant' qui a notamment réalisé une partie



des menuiseries de la cathédrale, comme les meubles des confessionnaux et qui vient de réaliser 10M€ de travaux pour une richissime Américaine dans son mas de Saint-Rémy-de-Provence. Également mis en valeur, Mathieu Lustrerie, l'entreprise de Gargas longtemps développée par Régis Mathieu avec le chantier de la Salle des Glaces à Versailles ou l'Opéra de Paris. Cette fois, c'est sa fille Inès qui a pris la suite et s'est battue pour que l'entreprise familiale réponde à l'appel d'offres et s'est occupée de la remise en état des lustres, candélabres tordus, souillés et abîmés par les flammes lors de l'incendie du 15 avril 2019. Et c'est sa grand-mère, Yvette Mathieu qui a expliqué comment les compagnons, artisans d'art de la lustrerie, ont œuvré pour leur redonner leur aspect antérieur.

Enfin, coup de chapeau à <u>Pascal Quoirin</u>, facteur d'orgues à Saint-Didier. Avec son fils Raphaël et son équipe, ils ont été choisis pour remettre en état les grandes orgues de la Cathédrale de l'Île de la Cité. Ils ont démonté un à un les 7952 tuyaux de cet imposant instrument dont les plus longs mesurent plus de 11 mètres et qui compte 5 claviers. Toute ce mécano géant a été transporté avec précaution dans le Vaucluse où il a été dépoussiéré, nettoyé et restauré à Saint-Didier avant de tout ramener à Paris, tout remonter et accorder l'instrument.

Les Chambres des Métiers et de l'Artisanat aux côtés des artisans

En somme, ils représentent le meilleur de l'artisanat, le talent de femmes et d'hommes qui font honneur au génie français. Et, depuis un siècle, les Chambres des Métiers et de l'Artisanat sont là pour les aider. Donner des conseils fiscaux, des informations sur les conventions d'entreprises, les salaires, les nouvelles normes et lois, proposer des stages de perfectionnement pour que l'artisan.e ne reste pas seul.e dans son atelier et évolue avec son temps. Qu'il bénéficie de conseils d'experts et réussisse. Et qu'il prenne aussi en compte, les nécessités du XXe siècle, la transition numérique et écologique.

Pour conclure, une Médaille d'Honneur a été décernée à trois hommes qui ont longtemps œuvré au sein de la CMA 84, Rodolph Couston, Aymeric Deglaire et l'ancien président Thierry Aubert.







©CMAR PACA

Contact: www.cmar-paca.fr

Cécile Helle et Dominique Santoni lauréates 2025 du Trombinoscope



Ecrit par le 30 octobre 2025



<u>Le Trombinoscope</u>, l'annuaire professionnel du monde politique, vient de dévoiler son palmarès 2025 décliné pour la première fois à l'échelle régionale.

Etabli par un jury composé de 5 journalistes (<u>Christian Apothéloz</u> de Gomet', <u>Marie-Cécile Berenger</u> du groupe Var-Matin/Nice-Matin, Marc Leras du Parisien, <u>François Tonneau</u> de La Provence et de Leo Purguette de La Marseillaise), ce palmarès distingue notamment deux élues vauclusiennes. Cécile Helle est désignée maire de l'année de Provence-Alpes-Côte d'Azur, et Dominique Santoni, conseillère départementale de l'année en région Sud.

La maire de la cité papes a été reconnue pour son choix de ne pas se représenter après deux mandats comme elle en avait fait la promesse depuis le début de sa prise de fonction ainsi que son « engagement et son action au service du bien commun ». De son côté, <u>la gestion maîtrisée des finances du Département de Vaucluse</u> par Dominique Santoni semble avoir joué en sa faveur.

« Il ne s'agit pas d'exposer, mais de reconnaître. Pas de flatter, mais de rendre hommage à l'engagement. Là où les réseaux divisent, les territoires rassemblent », explique <u>Alexandre Farro</u>, président du Trombinoscope



Ecrit par le 30 octobre 2025



Crédit: DR

Voici l'ensemble des lauréats 2025 des Prix des Territoires du Trombinoscope en Provence-Alpes-Côte d'Azur :

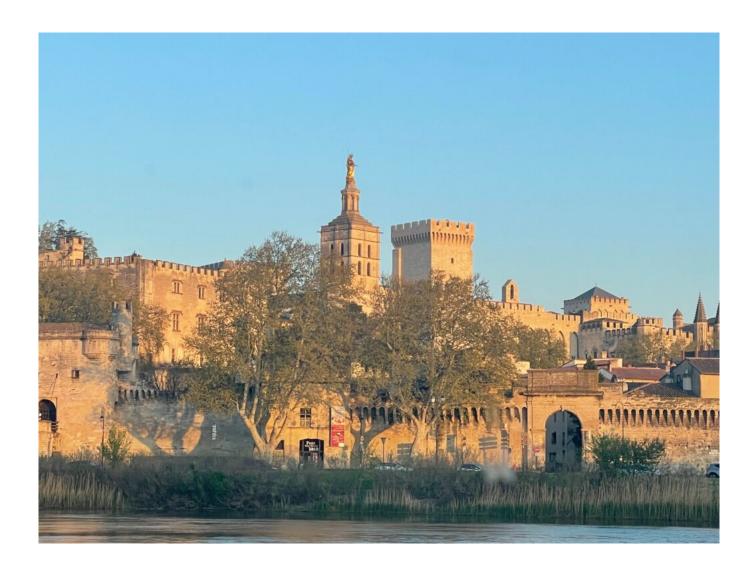
- Renaud Muselier : Personnalité de l'année de Provence-Alpes-Côte d'Azur
- Marc Pena : Parlementaire de l'année de Provence-Alpes-Côte d'Azur
- Dominique Santoni : Conseillère départementale de l'année de Provence-Alpes-Côte d'Azur
- Ludovic Perney : Conseiller régional de l'année de Provence-Alpes-Côte d'Azur
- Jérémy Bacchi : Révélation de l'année de Provence-Alpes-Côte d'Azur
- François Balique, Laurent Belsola, Chantal Eyméoud, Edouard Friedler, Cécile Helle, Jérôme Viaud : Maires de l'année de Provence-Alpes-Côte d'Azur (un élu par département)
- Cardinal Aveline : Prix spécial de l'année de Provence-Alpes-Côte d'Azur

Créé en 1981, Le Trombinoscope, présente en photos et biographies les acteurs de la vie politique française et européenne. C'est un outil de travail riche en informations et reconnu par les décideurs politiques et économiques ainsi que par les médias. Les personnalités figurant dans ces ouvrages sont présentées dans l'ordre protocolaire avec fonctions et attributions précises.

Ecrit par le 30 octobre 2025

« Rigoureuse, impartiale et transparente, la rédaction du Trombinoscope s'applique à suivre les dernières élections, nominations et mouvements pour vous offrir une actualité précise et fiable de la vie politique française et européenne. Notre politique éditoriale : toute information présentée est recueillie auprès de la personnalité ou institution concernée », explique l'équipe du Trombinoscope.

Immobilier en Vaucluse : le marché retient son souffle





Ecrit par le 30 octobre 2025

Alors que l'année 2025 touche à sa fin, le marché immobilier vauclusien semble encore chercher son second souffle. Dans un climat marqué par l'attentisme, les chiffres du 3° trimestre révèlent pourtant des signaux encourageants : Les délais de vente se raccourcissent, les compromis repartent à la hausse et les prix se stabilisent. Si le marché avance à petits pas, il avance tout de même. C'est en synthèse ce que dévoile une étude de l'observatoire <u>Interkab</u> des Agents immobiliers indépendants.

Entre prudence et frémissement : Un climat d'attente... mais des chiffres qui redonnent de l'air.

En Vaucluse comme ailleurs, l'ambiance générale est à la prudence. Selon l'Observatoire <u>Interkab</u>, 45 % des agents immobiliers indépendants anticipent une stabilisation du marché pour la fin d'année, contre 33 % qui redoutent une dégradation. Seuls 22 % entrevoient une amélioration. Pourtant, les données de terrain nuancent ce sentiment de flottement : Le délai moyen de vente passe à 116 jours, soit -28 jours par rapport au trimestre précédent. Le volume de compromis signés progresse de +8 % (et même +14 % depuis le T1 2025). Le nombre de biens en vente diminue de 4 %, une première depuis deux ans. Les prix restent stables, avec une très légère baisse nationale de -1 %. En clair : le marché se remet en mouvement, lentement mais sûrement.

Classement des départements de la région PACA en nombre de compromis signés

3^{ème} trimestre 2025 vs 2^{ème} trimestre 2025

1°	Var	1356	4 °	Vaucluse +9%	259
2 °	Bouches-du-Rhône	1161	5 °	Hautes-Alpes	102
3 °	Alpes-Maritimes	529	6 °	Alpes-de-Haute-Provence	93



Copyright L'Observatoire Interkab des Agents immobiliers indépendants. 3e trimestre 2025. La boîte immo.

Vendeurs attentistes, acheteurs rationnels : l'équilibre est fragile

En Vaucluse, les professionnels décrivent un jeu de patience : 1 vendeur sur 2 hésite encore à passer à l'action. Près de 30 % se disent inquiets de ne pas parvenir à vendre. Mais 20 % gardent une vraie confiance. Du côté des acquéreurs, la prudence est également de mise : 9 agents sur 10 estiment que le climat politique et économique freine les projets d'achat. Seuls 40 % constatent un retour des acheteurs sur le terrain. Et surtout, 70 % notent une baisse des budgets d'acquisition par rapport à 2024, en raison de la hausse des taux et de l'érosion du pouvoir d'achat

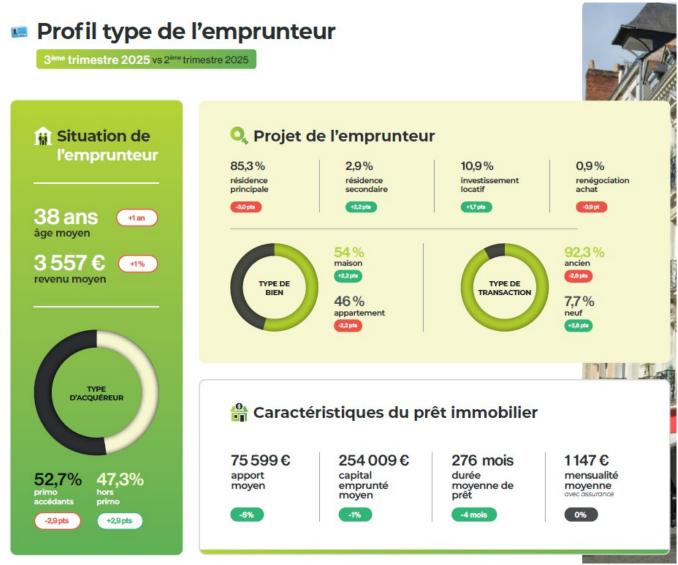
« Aujourd'hui, un vendeur sur deux attend... mais pendant ce temps, les acheteurs eux, attendent une baisse des prix. Résultat : ça piétine. »

Olivier Bugette, CEO de La Boîte Immo

Biens énergivores : lente décrue mais dynamique engagée

Autre enjeu de taille : les logements classés F ou G au DPE (diagnostic de performance énergétique), souvent plus difficiles à vendre. Dans le Vaucluse, ces biens représentent une part non négligeable du parc. Bonne nouvelle, malgré leur profil peu attractif, leurs délais de vente reculent de 26 jours, leur taux de casse (transactions abandonnées) diminue, et les compromis signés augmentent de +8 %. Mais leurs prix continuent de baisser légèrement (-2 %).





Copyrght L'Observatoire Interkab des Agents immobiliers indépendants. 3e trimestre 2025. La boîte immo.

PACA : une région contrastée, à la relance encore timide

Sur l'ensemble de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, la situation reflète en partie celle du Vaucluse, avec toutefois quelques spécificités : Les compromis en recul malgré une demande toujours réelle. Contrairement à la tendance nationale, où les compromis signés progressent, la région Provence-Alpes-Côte d'Azur enregistre un recul de -8 % sur le trimestre. Un chiffre qui interroge, dans une région pourtant très attractive, entre mer, montagne et soleil. Mais là encore, ce sont les conditions de financement qui pèsent lourd : les acheteurs doivent composer avec des taux d'intérêt élevés et des prix au m² souvent supérieurs à la moyenne nationale.

Des stocks enfin en baisse



Après deux ans de hausse continue, les stocks de biens à vendre diminuent également en Paca— signe que les biens les plus adaptés trouvent preneurs plus rapidement, ce qui pourrait inciter les vendeurs à revoir leur stratégie. Avec une marge moyenne de -3,3 %, la région reste relativement ferme sur les prix. À Nice, par exemple, elle descend même à -3,2 %, illustrant une tension encore forte sur les produits recherchés.

En résumé, vers un nouveau cycle?

En Vaucluse, le marché immobilier avance lentement mais sûrement. Les délais de vente se raccourcissent, les compromis augmentent, les stocks baissent. Un signe que la mécanique reprend, malgré un contexte encore contraint. En Provence-Alpes-Côte d'Azur, la reprise est plus contrastée : les volumes de vente marquent le pas, mais les fondamentaux : attractivité, stabilité des prix, baisse des stocks restent solides. Si l'on ne peut pas encore parler de rebond, on sent clairement que le marché entre dans une phase de reconstruction, à la recherche d'un nouvel équilibre. Vendeurs et acheteurs vont devoir s'adapter, négocier, et surtout... patienter encore un peu.

Source : L'Observatoire Interkab des Agents immobiliers indépendants. 3e trimestre 2025. La boîte immo. Toute l'étude ici.



Copyright L'Observatoire Interkab des Agents immobiliers indépendants. 3e trimestre 2025. La boîte immo.

Quelle est la meilleure saison pour vendre son logement?

Printemps, été, automne ou hiver ? Si beaucoup d'agents immobiliers assurent que l'on peut vendre à n'importe quel moment de l'année, la réalité est un peu plus complexe. Car pour vendre vite et bien, mieux vaut connaître le bon timing. Décryptage saison par saison.

Printemps: la saison star pour vendre

C'est le moment préféré des vendeurs... et des acheteurs . Avec le retour des beaux jours, les projets



immobiliers fleurissent. Le moral est au beau fixe, l'envie de changement aussi. Les maisons baignent dans la lumière, les jardins sont verdoyants, et les appartements profitent d'une luminosité flatteuse. Egalement, beaucoup de potentiels acquéreurs ont mûri leur projet tout l'hiver et passent à l'action dès le printemps. C'est donc une période idéale pour mettre son bien sur le marché. Attention toutefois : qui dit forte demande dit aussi forte concurrence. Les annonces affluent et pour sortir du lot, un prix juste et une estimation précise feront la différence.

Été : une période plus calme, mais stratégique

L'été rime avec vacances... et ralentissement de l'activité immobilière. Moins d'acheteurs, certes, mais aussi moins de biens en vente. Résultat : une concurrence plus faible, et donc une carte à jouer pour les vendeurs. Cela dit, il faut composer avec les visites sous forte chaleur, peu propices à la mise en valeur, surtout pour les logements mal isolés ou non climatisés. Dans ce cas, il vaut mieux privilégier les rendezvous en fin de journée, quand la température redescend.



Évolution des biens avec un DPE F ou G

3^{ème} trimestre 2025 vs 2^{ème} trimestre 2025





Alpes-de-Haute-Provence	2241€ /m²
Alpes-Maritimes	4420€ /m²
Bouches-du-Rhône	3753€ /m²
Hautes-Alpes	2947€ /m²
Var	4778€ /m²
Vaucluse	2576€ /m²

Copyright L'Observatoire Interkab des Agents immobiliers indépendants. 3e trimestre 2025. La boîte immo.



Automne : un entre-deux selon le type de bien

À la rentrée, certains acheteurs sont encore motivés, avec une bonne dose d'énergie après les vacances. Les conditions météo restent agréables et permettent de valoriser un bien sans les excès de chaleur. Mais cette dynamique concerne surtout les petits logements : studios, T2, voire T3. Pour les grandes surfaces ou les maisons familiales, la période est moins favorable. La raison ? Les familles privilégient la stabilité en cours d'année scolaire. Mieux vaut patienter si le bien cible ce profil.

Hiver: à éviter si possible

C'est clairement la saison la moins dynamique. Les acheteurs sont frileux – au propre comme au figuré – et la météo ne joue pas en faveur des visites. Jardins en sommeil, lumières grises, journées courtes : difficile de se projeter, encore plus de tomber sous le charme. Les biens avec extérieurs : terrasses et balcons perdent en attractivité. Et la demande chute, entraînant souvent les prix avec elle. Cela dit, si le logement ne dépend pas d'un extérieur ou s'il est particulièrement bien situé, une vente reste envisageable... A condition d'être patient.

Conclusion?

La meilleure saison pour vendre dépend du type de bien, de sa localisation... et de sa cible. Mais pour une vente rapide et au meilleur prix, le printemps reste le meilleur allié. Source : Se loger <u>ici</u>.

Grand Delta Habitat : une immersion concrète dans le logement pour tous





Ecrit par le 30 octobre 2025



Chaque année, <u>Grand Delta Habitat</u> (GDH) embarque ses équipes dans un voyage peu commun à travers son propre patrimoine. Objectif : reconnecter les métiers administratifs à la réalité du terrain. À bord d'un bus, cinquante salariés volontaires vont à la rencontre des bâtiments, des chantiers, des locataires - en bref, de ce que leur travail rend possible. En octobre, une seconde délégation a pris la route. Cette fois-ci, elle rassemblait élus, représentants institutionnels, partenaires financiers, et membres du comité de pilotage. Direction : Carpentras et ses environs. Le parcours nous a menés à travers une série de programmes de réhabilitation et de constructions neuves à Bédarrides, Entraigues-sur-la-Sorgue, Monteux, Pernes-les-Fontaines, Saint-Saturnin-lès-Avignon et Sorgues.



Ecrit par le 30 octobre 2025

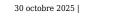


Michel Gontard, président de Grand Delta Habitat, a rappelé l'importance du logement pour tous de qualité sur un territoire où la demande très importante reste à satisfaire Copyright MMH

Une manière directe, incarnée, de juger sur pièce. « C'est important que les gens voient ce que représentent concrètement les décisions administratives qu'ils prennent au quotidien », explique <u>Xavier Sordelet</u>, directeur général de Grand Delta Habitat. « Nos collaborateurs saisissent des factures, rédigent des appels d'offres, suivent des dossiers techniques. Ce type de visite leur permet de visualiser le résultat de leur travail, sur le terrain, auprès des locataires. »

Un patrimoine à la croisée des enjeux sociaux, énergétiques et territoriaux

Lors de cette visite, plusieurs opérations ont particulièrement retenu l'attention, notamment la lourde réhabilitation des Amandiers à Carpentras, avec ses 12M€ d'investissement. « Le bâti était techniquement obsolète, les conditions de vie insatisfaisantes, et la vacance importante », souligne le directeur généraL. L'enjeu ? Lutter contre les logements vides – passés de 1 400 en 2023 à 700 en 2025 –





tout en améliorant la performance énergétique.



Programme le Village à Bédarrides, 35 logements en 2 bâtiments en R+2 pour plus de 1,8M€ HT de réhabilitation soit plus de 50 000€HT par logement Copyright MMH

Un objectif ambitieux

Grand Delta Habitat s'est fixé un objectif ambitieux : 50 % de son parc classé A, B ou C au DPE (Diagnostic de performance énergétique). Un levier crucial, à l'heure où les charges pèsent de plus en plus sur le pouvoir d'achat des locataires. Autre exemple marquant : un immeuble de 1955 à Bédarrides, remis à neuf sans être détruit. « Esthétiquement, on dirait un bâtiment neuf », se félicite Xavier Sordelet. « On travaille avec des architectes pour rénover l'enveloppe et revaloriser l'image des résidences. »

Un bailleur qui achète, restructure, reconstruit

Dans un contexte où la production de logements neufs ralentit, GDH adopte une stratégie d'acquisition ciblée et pragmatique. « Nous rachetons des ensembles immobiliers proches de notre patrimoine



existant, pour assurer une meilleure gestion de proximité », explique le directeur général. En 2024, GDH a acquis 1 500 logements. En 2025, ce chiffre pourrait atteindre 1 800.

« Le Livret A est passé de 3 % à 1,7 % en un an. Les bailleurs vendent pour faire du cash. Nous, grâce à une gestion saine, nous avons les moyens d'acheter. » L'objectif : rationaliser les implantations, mutualiser les services, et renforcer l'efficacité sur le terrain. Côté projets, GDH prévoit la surélévation de son bâtiment rue Martin Luther King à Avignon, un chantier d'envergure estimé à 4 millions d'euros. « Cela nous permettra de regrouper tous nos services administratifs au même endroit », précise Sordelet.

Une proximité revendiquée comme une force

Avec 650 collaborateurs, dont la moitié sur le terrain et 15 agences réparties sur la région PACA, GDH s'efforce d'être présent à moins de 30 minutes de chaque résidence. Cette stratégie de proximité favorise l'entretien, les échanges avec les locataires, et la réactivité. Mais l'entrée dans de nouvelles communes reste un défi, notamment dans un contexte électoral tendu et un climat législatif instable (loi ZAN, complexité des permis de construire...) « Il faut rassurer, montrer que l'on respecte nos engagements. Même si ce n'est pas la période la plus propice, notre image reste positive.»



Ecrit par le 30 octobre 2025



Les Amandiers à Carpentras, Plus de 12,6M€ de travaux HT soit 45 000€ HT par logement. Copyright MMH

Des locataires plus âgés, plus fragiles, mais toujours salariés à 70 %

Avec 42 000 logements, soit près de 100 000 personnes logées, GDH héberge majoritairement des salariés (70 %). Mais un autre profil se développe : les retraités modestes, parfois précarisés par des parcours professionnels hachés. « Ce sont les oubliés du premier choc pétrolier, ceux qui arrivent aujourd'hui avec des pensions faibles », observe Xavier Sordelet. Le taux de rotation des locataires est aussi en chute libre. Passé de 10 % après le Covid à 7 % en 2025, il témoigne d'une pénurie d'alternatives sur le marché immobilier : moins de constructions neuves, moins de ventes, moins de mobilité résidentielle.

Logement social : un système à bout de souffle

Xavier Sordelet le dit sans détour : « Le logement social va mal. Nationalement, régionalement, localement. Il faut que cela redevienne une priorité de l'État. » En 2025, Grand Delta Habitat prévoit la



livraison de 500 logements neufs, en plus des 1 800 acquisitions. Mais ces achats, s'ils permettent de mieux gérer le parc, ne créent pas d'offre nouvelle. « La vraie production, ce sont les constructions neuves et les logements vacants remis en service. »

Les logements les plus demandés ?

Des T2 et T3, bien isolés, à loyers maîtrisés. Une équation de plus en plus difficile à résoudre. « Lorsqu'on rénove, il peut y avoir une hausse de loyer de 10 %, mais elle est encadrée et partiellement compensée par l'APL (Aide personnalisée au logement)», tempère le directeur. « Surtout, les charges diminuent grâce aux travaux énergétiques.»



Xavier Sordelet entouré du Copil et des administrateurs vérifie le numéro affiché dans le hall d'entrée, dévolu aux locataires pour signaler une information à Grand Delta Habitat. Mission réussie, l'appel téléphonique a bien été réceptionné au siège. Copyright MMH

L'avenir : réhabiliter mieux, reconstruire en ville, penser durable



Parmi les grands chantiers de demain : les projets ANRU (Agence nationale pour le renouvellement urbain) dans les quartiers en renouvellement urbain (Orange, Cavaillon, Avignon, Arles), mais aussi la réhabilitation préventive. « Une fois le curatif terminé, il faudra penser au préventif. » À plus long terme, GDH explore de nouvelles pistes : reconstruire la ville sur la ville, surélever les bâtiments, réhabiliter les centres historiques malgré des coûts élevés. « C'est compliqué, mais nécessaire. Il faut consommer l'existant avant de grignoter les espaces naturels. »

Reconnecter l'humain à l'habitat

À travers ces visites, Grand Delta Habitat défend une vision claire : le logement n'est pas un produit, c'est un service public de proximité, un levier social, environnemental et territorial. « Ce qu'on dit à nos locataires, c'est finalement : bienvenue chez vous – même si c'est chez nous. » L'ensemble du programme visité <u>ici.</u>



Les Eglantines à Pernes-les-Fontaines, programme de 11 villas, T3 en plain pied et T4 en duplex, Plus de 2,5M€ HT. Copyright MMH



L'eau, un bien commun en danger : appel à la mobilisation dans le Vaucluse et au-delà



Face au dérèglement climatique, la gestion de l'eau devient l'un des enjeux majeurs de notre siècle. <u>Karine Viciana</u>, directrice de la <u>Maison Régionale de l'Eau</u>, tire la sonnette d'alarme et invite à repenser notre rapport à cette ressource vitale.

Parler d'eau aujourd'hui, ce n'est plus seulement parler de rivières ou de nappes phréatiques, c'est parler d'avenir, de solidarité territoriale, de survie. C'est ce que défend Karine Viciana, directrice de la Maison Régionale de l'Eau, association scientifique engagée dans la connaissance et la préservation des milieux aquatiques en Provence-Alpes-Côte d'Azur. Nous l'avions rencontrée lors du colloque, 'Faire face à l'enjeu crucial de l'eau organisé par <u>Julien Dezecot</u>, directeur de publication du <u>magazine Sans transition</u>. « C'est la fin de l'eau facile », prévient-elle.

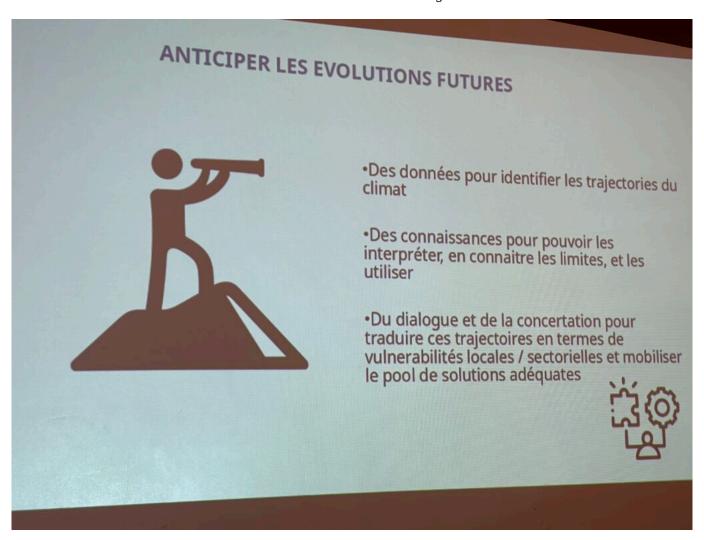


Ecrit par le 30 octobre 2025

Observer, comprendre... et transmettre

Les équipes de la Maison Régionale de l'Eau arpentent les cours d'eau du sud de la France pour surveiller leur évolution, mesurer l'impact du changement climatique, des pollutions et des pressions humaines. Mais leur mission ne s'arrête pas là : elles rendent ces savoirs accessibles à tous — élus, scolaires, professionnels, citoyens — grâce à des conférences, ateliers et outils pédagogiques.

« La démocratisation des connaissances est une mission d'intérêt général. L'eau nous concerne tous. »



Le Vaucluse face aux extrêmes climatiques

Dans le Vaucluse, comme dans l'ensemble du bassin méditerranéen, les défis sont de taille : sécheresses intenses, orages dévastateurs, inondations violentes. Le climat devient de plus en plus instable, et les territoires doivent s'adapter rapidement.

« On entre dans une ère d'extrêmes. Il va falloir apprendre à vivre avec trop d'eau... ou pas assez. » Et cela implique de revoir nos usages, nos aménagements, nos priorités.



Tourisme, agriculture, industrie : tous concernés

Le tourisme, première économie du littoral, doit évoluer. L'agriculture, elle, est déjà en souffrance : « Même avec de l'hydraulique agricole, si le robinet est à sec, il l'est pour tout le monde. » Et l'industrie, bien que moins directement ciblée par l'association, est touchée à travers des relais comme les Chambres de commerce.

Ce changement d'usage doit être rapide : « Il doit se faire sur moins d'une génération. »

Repenser nos modèles... mais localement

Si Israël est souvent cité comme un modèle en matière de gestion de l'eau, Karine Viciana tempère : « Leur contexte climatique et géologique est très différent. Ce qui fonctionne là-bas ne marchera pas forcément ici. Il faut des solutions sur mesure, adaptées à chaque territoire. »

Ces « bouquets de solutions » devront prendre en compte l'environnement, les activités humaines et la biodiversité, souvent négligée.



Karine Viciana, Copyright MMH

Ecrit par le 30 octobre 2025

Une eau invisible... et oubliée

Autre sujet brûlant : les eaux souterraines. Peu connues, souvent mal surveillées, elles sont pourtant massivement exploitées.

Dans la nappe du Miocène, par exemple, plus de 10 000 forages ont été recensés, sans véritable gouvernance collective.

« Il faut arrêter d'agir en ordre dispersé. Ces eaux doivent être gérées comme des biens communs. »

Partager, anticiper, coopérer

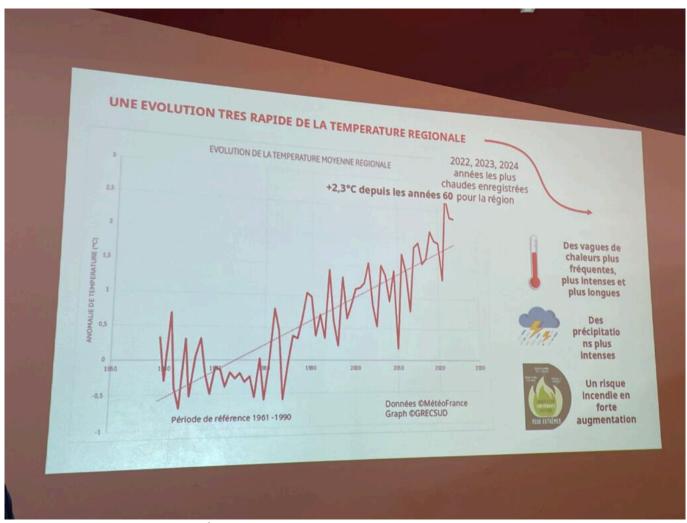
La solidarité entre territoires est déjà une réalité : « L'eau de Serre-Ponçon, dans les Alpes, permet à Marseille de boire. » Mais qu'en sera-t-il demain, si les retenues ne se remplissent plus comme avant ? Karine Viciana appelle à une gouvernance apaisée, collective et solidaire de l'eau : entre les secteurs, entre les territoires, entre les générations. L'objectif ? Éviter les conflits et garantir l'accès à tous, y compris à la biodiversité.

Un changement de culture à engager

En filigrane, c'est toute notre culture de l'eau qui doit évoluer. « Ouvrir un robinet, aujourd'hui, semble banal. Mais dans les années 60, il n'y avait de l'eau que deux heures par jour à Toulon. » Revoir notre consommation, adopter la sobriété, rendre à l'eau sa juste valeur : voilà le défi.

L'eau n'est pas inépuisable. Elle n'est plus un luxe évident. Elle est un bien commun à partager, à protéger, à repenser. Collectivement. Et dès maintenant.





Le changement climatique à l'œuvre

Colloque à Mazan : « L'eau, une urgence vitale » - Comprendre, partager, préserver





Mazan - La Boiserie a accueilli un colloque d'une rare intensité sur l'avenir de l'eau. À l'invitation de <u>Julien Dezecot</u>, directeur de la revue Sans-Transition! scientifiques, élus, entreprises et citoyens se sont réunis pour comprendre les défis posés par la gestion de l'eau et trouver ensemble les voies d'un usage plus sobre et solidaire. Parmi eux la conférencière et ingénieure hydrologue <u>Charlène Descollonges</u>, <u>Karine Viciana</u>, directrice de la Maison régionale de l'eau et <u>Antoine Nicault</u>, écologue et paléoclimatologue du Grec-Sud, Groupe régional d'expert sur le climat en région Sud-Provence-Alpes-Côte d'Azur. Un constat clair : le système de l'eau est en crise. le colloque était suivi d'une conférence ouverte au grand public.

Il n'y a pas un problème de l'eau en France, mais une série de crises systémiques : c'est l'un des constats forts posés lors de cette journée par Charlène Descollonges, ingénieure hydrologue. La France, comme bien d'autres pays, a hérité de pratiques agricoles, urbaines et industrielles qui ont fragilisé ses milieux aquatiques : drainage des zones humides, disparition des haies et prairies, imperméabilisation des sols, rectification des cours d'eau... Résultat : nos territoires sont devenus vulnérables à la fois à la sécheresse

30 octobre 2025 |



Ecrit par le 30 octobre 2025

et aux inondations.



Charlène Descollonges et Julien Dezécot Copyright MMH

Et ce n'est pas tout

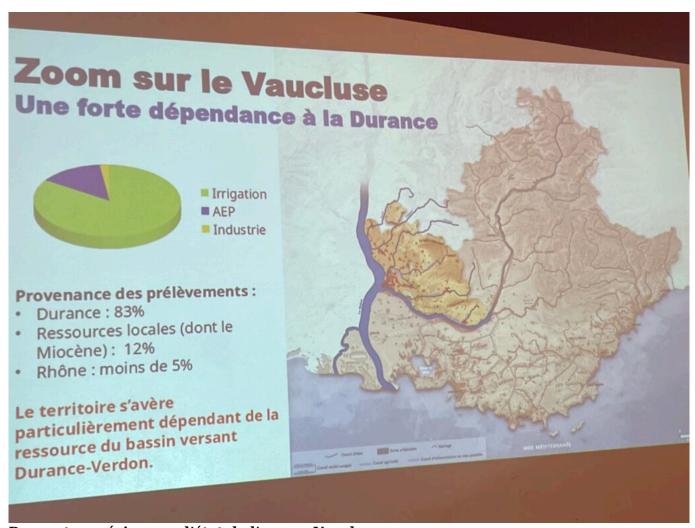
L'eau souterraine, longtemps considérée comme une « banque d'eau infinie », s'épuise à mesure que le climat se réchauffe. L'alerte est appuyée par le dernier rapport de l'Organisation Mondiale de la Météorologie : le grand cycle de l'eau est sérieusement perturbé, et les nappes phréatiques peinent à se recharger.

Qualité de l'eau : une pollution invisible mais persistante

À cette crise de quantité, s'ajoute une crise de qualité. L'eau, même lorsqu'elle coule, n'est pas toujours saine. Polluants agricoles (pesticides, nitrates), résidus médicamenteux, micropolluants, perturbateurs endocriniens... Le cocktail chimique que nous rejetons dans nos rivières et nappes n'est pas encore totalement identifié, mais il inquiète. « On commence à peine à inventorier ce qu'on y trouve, mais les



effets sur la santé et la biodiversité sont déjà là », souligne Charlène Descollonges.



Des cartes précises sur l'état de l'eau en Vaucluse

Trois leviers majeurs pour changer la donne

Face à ces constats, des solutions existent, connues, parfois déjà engagées, mais encore trop timides ou dispersées. Trois piliers d'action ont été mis en avant : La sobriété. Pas seulement en période de crise, mais comme stratégie de fond. Cela passe par une réduction des prélèvements dans les nappes et rivières, et un changement de modèle agricole et alimentaire. « Il faut relier l'eau à nos choix de consommation : produire moins de protéines animales, par exemple, c'est aussi consommer moins d'eau », rappelle Charlène Descollonges.

Deuxième pilier : L'adaptation territoriale

Tous les territoires ne peuvent pas adopter les mêmes solutions. Le colloque a mis en avant la nécessité d'une approche locale et sur-mesure, intégrant les réalités géologiques, climatiques et socio-économiques



de chaque bassin. L'adaptation passe aussi par la priorisation des usages : « Il faut sanctuariser certaines nappes pour l'eau potable uniquement », propose Charlène Descollonges.



Julien Dezécot, Karine Viciana et Antoine Nicault Copyright MMH

Troisième pilier : La régénération du cycle de l'eau

Concept encore méconnu du grand public, l'hydrologie régénérative consiste à favoriser l'infiltration naturelle de l'eau dans les sols, via des aménagements simples comme la conservation des mares, des zones tampons, des haies... qui permettent de recharger les nappes de façon passive, sans énergie, et de restaurer le rôle éponge des écosystèmes.

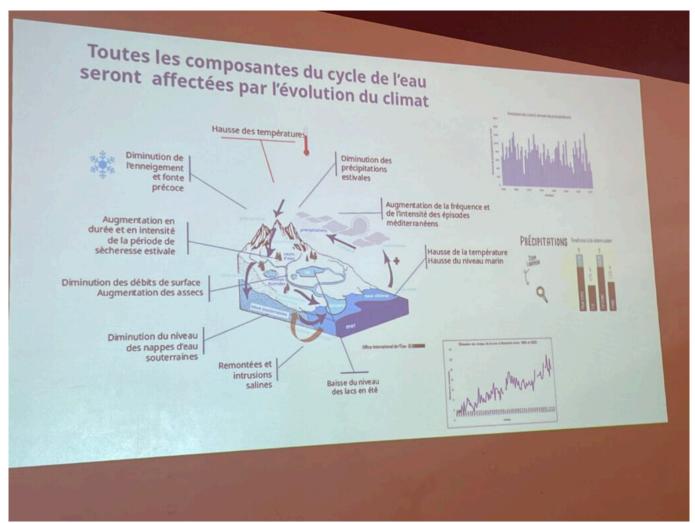
Enfin, une gouvernance de l'eau à repenser

Au cœur de cette réflexion, la question démocratique a occupé une place centrale. Le partage équitable de l'eau suppose une gouvernance renouvelée, plus inclusive et anticipatrice. Charlène Descollonges, appelle à donner une vraie voix aux citoyens dans les décisions : « Ce ne sont pas que des payeurs de





facture. Ce sont des acteurs, des habitants, des parties prenantes à part entière. » Elle propose même une convention citoyenne de l'eau, à l'image de celle pour le climat. Une utopie ? Peut-être. Mais dans un contexte de tension croissante – où les conflits d'usage autour de l'eau se multiplient; agriculture, industrie, consommation, tourisme... Mieux vaut prévenir que subir.



Copyright MMH

Si on ne change rien...

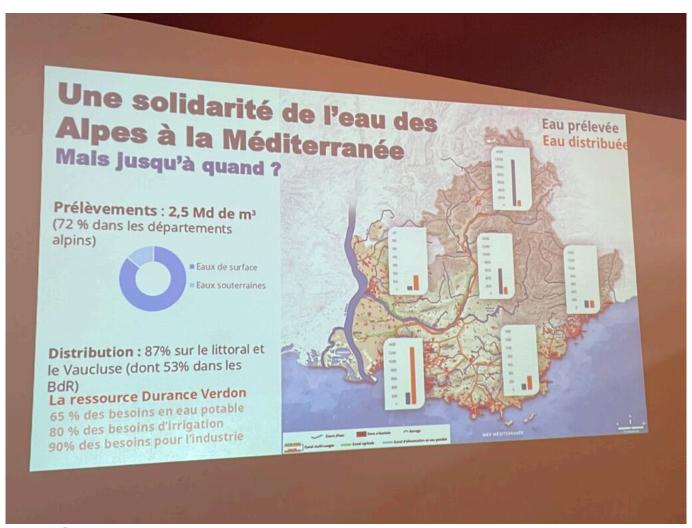
Les experts sont unanimes : le statu quo mène droit dans le mur. « Si on ne bouge pas, on se prépare à des conflits sociaux majeurs, à des pertes économiques colossales, à des pénuries structurelles », résume Antoine Nicault, du GREC-SUD. Les sécheresses de 2022 et les inondations de 2023 ont déjà laissé des traces. Entre un nord noyé et un sud assoiffé, la France a connu un hiver « coupée en deux ». Ce n'était qu'un avant-goût de ce qui nous attend, selon les intervenants. L'eau est un bien commun précieux, mais elle devient aussi un facteur de risque géopolitique local.





Une opportunité de transformation ?

Malgré la gravité des enjeux, l'ambiance du colloque n'était pas résignée. Au contraire, l'espoir réside dans la mobilisation collective. Des solutions techniques existent. Des initiatives locales inspirantes émergent partout. Reste à leur donner les moyens, le cadre, et l'élan politique nécessaire. « L'eau, c'est le miroir de notre société. La façon dont on l'utilise, dont on la partage, dit tout de notre rapport au vivant, à l'économie, et aux autres », conclut Charlène Descollonges.



Copyright MMH

L'eau n'est plus une ressource illimitée

Ses usages doivent être repensés, régulés, et priorisés. La transition passe par l'adaptation locale, la sobriété, et la participation citoyenne. Les territoires, chacun à leur échelle, ont un rôle à jouer. Une certitude : le futur de l'eau s'écrit dès aujourd'hui et ensemble.

30 octobre 2025 |



Ecrit par le 30 octobre 2025



Scientifiques, élus, professionnels de l'eau sont venus écouter et partager les informations sur les enjeux cruciaux de l'eau Copyright MMH

PACA parmi les régions les plus appréciées par les vacanciers au restaurant

30 octobre 2025 |



Ecrit par le 30 octobre 2025



HOCQUEL A - VPA

<u>sunday</u>, leader des solutions de paiement pour les restaurants, dresse un panorama des régions où les touristes ont le plus apprécié leur moment au restaurant pendant la période estivale. Une étude réalisée grâce aux données anonymisées de plus de 3 millions de paiements dans les restaurants partenaires de sunday.

Alors que l'été touche à sa fin, sunday dévoile le classement des régions françaises où les vacanciers se sont montrés les plus généreux.

En Bretagne, les clients se distinguent par leur sens du pourboire : 50% des repas y ont donné lieu à un surplus laissé aux équipes en salle, soit le pourcentage le plus élevé de toutes les régions. La région est talonnée par la Provence-Alpes-Côte d'Azur (48%) et par l'Île-de-France et le Grand Est (toutes deux à 40%).

À l'inverse, l'Occitanie affiche la fréquence la plus faible : seulement 31% des repas se sont conclus par un pourboire.



Région	Fréquence de pourboire
Bretagne	50%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	48%
Nouvelle-Aquitaine	41%
Grand Est	40%
Île-de-France	40%
Centre-Val de Loire	37%
Auvergne-Rhône-Alpes	37%
Corse	36%
Pays de la Loire	36%
Hauts-de-France	34%
Bourgogne-Franche-Comté	34%
Normandie	34%
Occitanie	31%

©sunday

Quels touristes ont le plus dépensé?

Du côté des additions, c'est la Bourgogne-Franche-Comté qui arrive en tête, avec un ticket moyen de $53 \ \in$ par repas. Derrière, la Nouvelle-Aquitaine se hisse en deuxième position avec $48 \ \in$ dépensés en moyenne. Sur la troisième marche, on retrouve les Pays de la Loire, dont les visiteurs ont dépensé $47 \ \in$ par repas. La région devance de peu la Provence-Alpes-Côte d'Azur ($46 \ \in$), qui bénéficie du dynamisme de la Côte d'Azur et de l'afflux estival de vacanciers. La Bretagne complète ce top $5 \ \text{avec} \ 44 \ \in$ de dépense moyenne.

À l'autre bout du spectre, plusieurs régions affichent des additions plus modestes. C'est le cas de l'Occitanie (34 €) ainsi que du Grand Est et de l'Île-de-France (36 € chacune), où les visiteurs dépensent nettement moins par repas – un écart de près de 20 € avec la Bourgogne-Franche-Comté.

Ce panorama illustre les écarts de budget des vacanciers selon les régions visitées, entre territoires plus gastronomiques et zones à consommation plus mesurée.



Région	Montant moyen dépensé par repas
Bourgogne-Franche-Comté	53 €
Nouvelle-Aquitaine	48 €
Pays de la Loire	47 €
Provence-Alpes-Côte d'Azur	46 €
Bretagne	44 €
Normandie	42€
Hauts-de-France	42 €
Auvergne-Rhône-Alpes	39 €
Corse	38 €
Centre-Val de Loire	37 €
Île-de-France	36 €
Grand Est	36 €
Occitanie	34 €

© sunday

Dans quelles régions les restaurants ont été les mieux notés ?

Enfin, côté satisfaction, c'est la Nouvelle-Aquitaine qui se distingue avec la meilleure note : 4.8/5 en moyenne attribués par les clients aux restaurants de la région. Les Pays de la Loire suivent de près avec 4.7/5, tandis que la plupart des autres régions se situent entre 4.5 et 4.6. En comparaison, le Centre-Val de Loire ferme la marche avec 4.4/5.

Globalement, les Français en vacances se montrent très positifs : toutes régions confondues, ils ont attribué aux restaurants une excellente note moyenne de 4,6/5.

Région	Note moyenne /5
Nouvelle-Aquitaine	4,8
Pays de la Loire	4,7
Île-de-France	4,6
Occitanie	4,6
Auvergne-Rhône-Alpes	4,6
Bretagne	4,6
Hauts-de-France	4,6
Provence-Alpes-Côte d'Azur	4,6
Normandie	4,5
Grand Est	4,5
Bourgogne-Franche-Comté	4,5
Centre-Val de Loire	4,4



©sunday